

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES



CEREMA LE GRAND QUEVILLY : DENSIFICATION DU BATIMENT G

Lot 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

PHASE : DCE

MAITRE D'OEUVRE

IPH INGENIERIE

Agence de Normandie

Rue Pierre Gassendi

76150 LA VAUPALIERE

Tél : 02 35 33 20 82 - Fax : 02 35 74 45 96

Courriel : rouen@iph-bet.fr

MAITRE D'OUVRAGE

CEREMA

10, Chemin de la Poudrière

76120 LE GRAND QUEVILLY

ARCHITECTE

CAS'ART


21, Place Saint Marc

76000 ROUEN

Tél : 06 09 22 22 41


Courriel : casart@wanadoo.fr

DOSSIER N°	IND.	DATES	MODIFICATIONS / ÉTAPES	RÉDACTEURS	RÉFÉRENTS
70625	A	07/04/2023	Création du document	S. SZCZEPAN	M.MENGUE
70625	B	16/06/2023	Mise à jour suivant observations MO	S. SZCZEPAN	M.MENGUE
70625	C	29/03/2024	Mise à jour suivant observations MO	IPH	IPH

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 2 sur 18

SOMMAIRE

1 >	PRESENTATION	3
2 >	PRESCRIPTIONS GENERALES	4
2.1	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	4
3 >	CONNAISSANCE DES LOTS	11
4 >	CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX	11
5 >	MESURES - QUANTITATIF	12
6 >	ETUDES ET PLANS D'EXECUTION	12
7 >	SPECIFICATIONS GENERALES	13
8 >	PROVENANCE – QUALITE ET PREPARATION DES TRAVAUX	14
9 >	EXECUTION DES TRAVAUX – LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	14
10 >	REUNION DE CHANTIER	15
11 >	RECEPTION DE CHANTIER	16
12 >	PLANNING PREVISIONNEL ET D'EXECUTION	16
13 >	PENALITES	16
14 >	INSTALLATION DE CHANTIER	16
15 >	COMPTE PRORATA	16
16 >	NETTOYAGE DU CHANTIER	17
17 >	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	17
18 >	GARANTIE	18
19 >	QUALIFICATIONS ET CERTIFICATIONS	18

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 3 sur 18

1 > PRESENTATION

Le présent document concerne les travaux d'aménagement du bâtiment G au CEREMA de Grand Quevilly (76).

L'opération concerne le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage du bâtiment G située :

- **Adresse** : 10, Chemin de la Poudrière 76120 LE GRAND QUEVILLY
- **Surface bâtiment principal** : 1 990 m²
- **Surface bâtiment annexe** : 400 m²

Les travaux sont répartis suivant l'allotissement suivant :

- Lot 1 : Démolition - Gros Œuvre – Carrelage - Faïence
- Lot 2 : Cloisons – Doublages - Menuiseries Intérieures - Faux plafonds
- Lot 3 : Plomberie Sanitaire
- Lot 4 : Chauffage – Ventilation
- Lot 5 : Electricité Courants forts - Courants faibles
- Lot 6 : Peinture – Sols souples

Les prestations à réaliser dans le cadre de la présente opération tiendront compte :

- Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux (à réaliser par la Maîtrise d'ouvrage).
- Les plans Architecte.
- Les plans techniques Electricité/Ventilation.

Déchets générés par les travaux :

L'entreprise fournira dans son Mémoire Technique les informations suivantes concernant les déchets générés par les travaux, à savoir [2] :

- Une estimation de la quantité totale de déchets générés pendant le chantier ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
- Le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

[2] En application du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020.


Niveau de performance :

- NF

Une preuve d'élimination des déchets sera transmise par les entreprises via l'installation de collecte.

Niveau de performance :

- NF

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 4 sur 18

2 > PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Les produits de construction et équipements employé disposeront de caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées par un tiers indépendant :

- Certification délivrée par un organisme certificateur accrédité établi dans l'Espace Economique Européen [1] [2] ;
- Avis Technique ;
- Document Technique d'Application (DTA) ;
- Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ;
- Pass innovation feu vert [3] ;
- ou Avis délivré dans le cadre de la Loi ESSOC.

[1] L'organisme certificateur doit être accrédité selon la norme d'accréditation en vigueur par le COFRAC ou, à défaut, par un membre de l'EA (European Cooperation for Accreditation, liste disponible sur le site www.cofrac.fr).

[2] www.afocert.fr, site AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction) renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France.

[3] <http://evaluation.cstb.fr/>

Niveau de performance :


- NF

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants :

Les Documents Techniques Unifiés :


DESAMIANPAGE

- Décrets :
 - ⇒ Décret 88-466 du 28 Avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante,
 - ⇒ Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
 - ⇒ Décret 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire,
 - ⇒ Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
 - ⇒ Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
 - ⇒ Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
 - ⇒ Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations,
 - ⇒ Décret 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires précisant les modalités de repérage de l'amiante à bord des navires,
 - ⇒ Décret du 27 mars 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 5 sur 18


• Arrêtés :

- ⇒ Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux,
- ⇒ Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis,
- ⇒ Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis,
- ⇒ Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante,
- ⇒ Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante,
- ⇒ Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- ⇒ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
- ⇒ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage,
- ⇒ Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante,
- ⇒ Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant,
- ⇒ Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant (rectificatif),
- ⇒ Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- ⇒ Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- ⇒ Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif),
- ⇒ Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante,
- ⇒ Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant,
- ⇒ Arrêté du 15 février 2016 relatifs aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- ⇒ Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- ⇒ Arrêté du 20 décembre 2017 relatif au modèle-type de la grille d'évaluation et au contenu du rapport de repérage prévus à l'article 4 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 dans le cadre du repérage de l'amiante à bord des navires,
- ⇒ Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 7 sur 18

- ⇒ CM 66 additif 80,
- ⇒ DTU 53.1,
- ⇒ Règles de calcul CB71, NV65 modifié décembre 1999 et N84,
- ⇒ DTU 65.6 65.7 et 65.8.

- Pour le bois
 - ⇒ Normes NF relatives aux matériaux,
 - ⇒ NF B 50.001 0 54.172 Qualité des bois,
 - ⇒ NF X 40.004 à 43.001 Protection des bois.
- Pour les liants hydrauliques
 - ⇒ NF P 15.300, 301, 310, 312 : Définitions, constituants,
 - ⇒ NF P 15.010, NF P 18.451, NF H 11.002, 13.042, 12.005,
 - ⇒ NFP 18-305 Prescription des bétons,
 - ⇒ Classe des résistances,
 - ⇒ Dosages des bétons courants,
 - ⇒ Guide d'utilisation des ciments.
- Pour les armatures béton armé
 - ⇒ NF A 35.015, 016, 019, 022 : Caractéristiques générales.
- Pour les blocs creux ou pleins en béton de granulats courants ou légers et les murs en béton banché
 - ⇒ D.T.U n°20.1,
 - ⇒ DTU n°20.11,
 - ⇒ D.T.U n°21,
 - ⇒ D.T.U n°23.1,
 - ⇒ NF P 14.101, 301, 304, 402.
- Pour l'utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et bétons
 - ⇒ D.T.U n°21.4.
- Pour les dalles et planchers
 - ⇒ D.T.U. n°13.3,
 - ⇒ D.T.U n°23.1 : Les planchers - Chaînages et trémies,
 - ⇒ D.T.U n°20.1,
 - ⇒ Règles professionnelles, Annales de l'I.T.B.T.P. Mars - Avril 1990,
 - ⇒ Circulaire n°77.186 du 26/12/1977, Fascicule 23 du C.P.C,
 - ⇒ D.T.U. n°26.2 (Chapes et dalles à base de liants hydrauliques),
 - ⇒ Le CTP PLANCHERS « Planchers confectionnés à partir de dalles alvéolées en béton précontraint » Cahier du CSTB 2086 Juin 1996.
- Pour le calcul des surcharges
 - ⇒ NF P. 06.001 : Charges d'exploitation des bâtiments,
 - ⇒ NF P. 06.004 : Charges permanentes dues aux forces de pesanteur,
 - ⇒ Article C.O.11 du règlement de sécurité.
- Pour les tolérances
 - ⇒ NF P 04.002, NF P 04.101, NF P 04.103,


70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 8 sur 18

⇒ Fascicule des annales de l'I.T.B.T.P. de Juin 1977.

- Enduits aux mortiers de ciment, de chaux, et de mélange plâtre et chaux aériennes
 - ⇒ D.T.U n°26.1,
 - ⇒ D.T.U n°59.2,
 - ⇒ D.T.U n°55, 55.2.
- Carrelage :
 - DTU 26.2 : chapes et dalles à base de liants hydrauliques
 - DTU 52.1 : revêtements de sol scellés
- Faïence :
 - DTU 55.2 : revêtements muraux attachés en pierre mince :

MENUISERIES INTERIEURES - CLOISONS – PLAFONDS

- Pour les travaux de Cloisons – Doublages
 - ⇒ DTU 25.31 : Cloisons et carreaux de plâtre à parements lisses,
 - ⇒ DTU 25.1 : Travaux d'enduits intérieurs en plâtre,
 - ⇒ DTU 25.222 : Plafonds fixés,
 - ⇒ DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parements en plâtre,
 - ⇒ DTU 26.1 : Enduits, liants hydrauliques (Sept 78) + erratum au mémento (Cahier 1544/194 de Novembre 78),
 - ⇒ DTU 35.1 Cloisons amovibles et démontables,
 - ⇒ NFP 72.301 et 72.402 : Carreaux de plâtre pour cloisons de distribution et de doublage – Dimensions,
 - ⇒ NFB 12.300 : Plâtre - Généralités - Clauses et conditions spéciales,
 - ⇒ NFB 12.301 : Plâtres et construction,
 - ⇒ NFB 12.401 : Plâtre - Techniques des essais,
 - ⇒ NFB 12.402 : Plâtres - Temps d'emploi et fin de prise,
 - ⇒ NFB 12.303 : Eau de Gâchage,
 - ⇒ NFA 91.102 : Plaques de plâtre à parement lisse - Fixations - Dimensions et protections,
 - ⇒ NFA 91.131 : Plaques de plâtre à parement lisse - Fixations - Dimensions et protections,
 - ⇒ NFA 91.404 : Plaques de plâtre à parement lisse - Fixations - Dimensions et protections,
 - ⇒ NFA 91.141 : Plaques de plâtre à parement lisse - Fixations - Dimensions et protections,
 - ⇒ Circulaire du 3 Mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité dans les Établissements Recevant du Public.
- Pour les travaux de Menuiseries intérieures
 - ⇒ DTU 36.1 : Menuiseries en bois,
 - ⇒ NFP 23.302 : Résistance au feu des menuiseries en bois,
 - ⇒ NFP 20.315 : Performance des portes et bloc-portes bois,
 - ⇒ NFP 20.320 : Définition des performances associées aux rôles des portes et bloc-portes bois,
 - ⇒ NFP 01.005 : Dimensions des portes à vantaux battants,
 - ⇒ NF P 27.101 à 27.415 concernant la quincaillerie du bâtiment,
 - ⇒ NF P 01.004 : Huisseries et bâtis,
 - ⇒ Code du travail,
 - ⇒ DTU 39 : Miroiterie – vitrerie,
 - ⇒ DTU 39.1 : Travaux de vitrerie,
 - ⇒ DTU 39.5 : Prescriptions pour l'utilisation des vitrages,

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 9 sur 18

⇒ Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

- Pour les travaux de Faux plafonds
 - ⇒ DTU 25.222 : Plafonds fixés,
 - ⇒ DTU 25.232 : plafonds suspendus – plaques de plâtre à enduire – Plaques de plâtre à parements lisse directement suspendus,
 - ⇒ DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – Exécution des cloisons en carreaux de plâtre,
 - ⇒ DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parements en plâtre,
 - ⇒ DTU 26.1 : Enduits, liants hydrauliques (Sept 78) + erratum au mémento (Cahier 1544/194 de Novembre 78),
 - ⇒ DTU 58.1 : Plafonds suspendus.


PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

- ⇒ Normes françaises de la classe P.40,
- ⇒ D.T.U. 60.1 et ses additifs, 60.31, 60.32 et 60.33 applicables aux travaux de PLOMBERIE SANITAIRE,
- ⇒ D.T.U 60.5, 60.11, 60.41,
- ⇒ DTU 65, 65.4, 65.8, 65.9, 65.10, 65.11 concernant les installations de chauffage,
- ⇒ D.T.U 67 concernant les installations de réfrigération,
- ⇒ Normes NF P 41.201 : Travaux plomberie – NF P 43 : Robinetterie,
- ⇒ Cahiers des prescriptions spéciales correspondants,
- ⇒ Normes NF C 15.100 et NF C 14.100 et leurs additifs, concernant les installations électriques,
- ⇒ Arrêté du 24/03/82 modifié par l'arrêté du 28/10/83, dispositions relatives à l'aération des bâtiments,
- ⇒ Loi du 31.12.92 relative à la lutte contre le bruit,
- ⇒ Norme NFP 50.401, 50.402 : Conduit de distribution d'air,
- ⇒ Norme NFE 51.700, 51.711, concernant les installations de VMC,
- ⇒ NFE 51-713 : Bouches d'extraction pour VMC - Spécifications et contrôle de la conformité aux spécifications.

ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

- ⇒ Toutes les prescriptions particulières applicables des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux d'électricité (ERDF) et téléphone (France Télécom).
- ⇒ L'ensemble des normes européennes (E.N.), et l'ensemble des normes françaises émanant de l'A.F.N.O.R. et de l'U.T.E. (Union Technique de l'Electricité) se rapportant aux ouvrages décrits. Les normes européennes prévaudront sur les normes françaises qui devront être prises par défaut.


- Installation Basse Tension
 - ⇒ Dispositions du Décret du 14 novembre 1988 relatives à la "protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques" ainsi qu'à toutes les interprétations officielles de ce Décret (circulaires du Ministère du Travail en particulier),
 - ⇒ Dispositions des Arrêtés des 9 et 11 mai 1951, relatives à la "Protection contre les parasites d'origine électrique",
 - ⇒ NFC 15-100 : Installations électriques basse tension,

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 10 sur 18

- ⇒ NFC 15-900 : Cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication,
 - ⇒ NFC 14-100 : Installations des branchements basse tension tarifs bleu et jaune,
 - ⇒ Arrêté du 26 février 2003 et décrets associés portant sur les installations d'éclairage de sécurité dans les établissements assujettis à la législation du travail.
- Règlement de sécurité des établissements recevant du public
 - ⇒ Règles générales : arrêté du 25 Juin 1980,
 - ⇒ Règles particulières aux établissements de type W de 5ème catégorie.
 - Code du travail
 - ⇒ Décret N°92-332 du 31 mars 1992,
 - ⇒ Décret N°94-346 du 2 mai 1994 (relatif aux dispositions concernant la prévention des incendies et l'évacuation applicables aux lieux de travail),
 - ⇒ Arrêté du 5 août 1992 modifié par arrêtés du 22 septembre 1995 et du 10 septembre 1998 relatif aux dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
 - Réseaux VDI (Voix Donnée Image)
 - ⇒ Décrets et arrêtés concernant l'établissement des lignes téléphoniques dans les immeubles neufs,
 - ⇒ Normes, règlements et recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (C.C.I.T.T.),
 - ⇒ Aux spécifications techniques de France Télécom,
 - ⇒ ISO 8802-3 Norme relative au réseau de type Ethernet,
 - ⇒ EIA/TIA 568 spécifications pour le câblage des réseaux de communication,
 - ⇒ ISO DIS 11801 Norme précisant les dispositions techniques et les performances du câblage des réseaux,
 - ⇒ Aux normes CEM, notamment EN 55022, EN 50081-1 et EN 50082-2,
 - ⇒ NFC 15-900 : cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication.
 - Système de sécurité incendie
 - ⇒ Arrêté du 21 juillet 1994 relatif aux dispositions concernant les SSI,
 - ⇒ Code du travail,
 - ⇒ Normes AFNOR relatives aux Systèmes de Détection Incendie :
 - NFS 61930 à NFS 61940,
 - NFS 61150, NFS 61961, NFS 61962,
 - NFS 61970.

PEINTURE INTERIEURE – SOLS SOUPLES

- ⇒ DTU 59.1 : Travaux de peinture des bâtiments,
- ⇒ DTU 59.3 : Peinture de sols,
- ⇒ DTU 59.4 : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux,
- ⇒ DTU 53.2 : Revêtements de sol plastiques collés.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 11 sur 18

REGLES DE CALCUL

- ⇒ Règles de calcul EUROCODE,
- ⇒ Eurocode 3 "Calcul des structures en acier",
- ⇒ Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier (construction métallique N° 3 – 1982),
- ⇒ NFP 06 001 Charges d'exploitation des bâtiments (en l'absence de précision indiquée dans la partie description des ouvrages).
- ⇒ DTU 60.11 (DTU P40-202) : Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire des installations d'évacuation des eaux pluviales,
- ⇒ Eurocode 4 "Conception et dimensionnement des structures mixtes acier-béton 4349,
- ⇒ Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- ⇒ Les règles CM en vigueur Règles de calcul des constructions en acier",
- ⇒ Les règles FA "Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier".

REGLEMENTATION DE SECURITE

- ⇒ Code du travail,
- ⇒ ERT.

Cette liste est non limitative, l'entrepreneur est tenu de respecter toutes les réglementations, normes NF/EU, décrets, annexes, amendements, circulaires, avis technique, en vigueur et liés à ses prestations.

Tout ouvrage ou mise en œuvre non conforme aux réglementations en vigueur seront obligatoirement et intégralement remplacer aux frais de l'entreprise titulaire du présent lot.

AUTRES DOCUMENTS

- ⇒ Les préconisations de l'acousticien
- ⇒ Le PGC
- ⇒ Les préconisations du SPS
- ⇒ Spécifications techniques du Maître d'Ouvrage


3 > CONNAISSANCE DES LOTS

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyser et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestation.

4 > CONNAISSANCE DU DOSSIER – VISITE DES LIEUX

Pour l'élaboration de son offre, l'entrepreneur est censé connaître parfaitement l'ensemble du dossier de consultation.

Toute limite de prestation ou de fourniture imprécise doit faire l'objet de questions de la part de l'Entreprise lors de son chiffrage afin qu'aucun litige ultérieur ne puisse intervenir lors de la réalisation de la mission.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 12 sur 18

L'entrepreneur devra s'assurer de l'état des bâtiments, terrains, accès, etc. actuels du site, il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Chaque entreprise aura apprécié toutes les difficultés ou adaptations liées au site, que ce soit en termes d'accès (livraisons, accès des véhicules de travaux, etc.) que d'interventions (blindage, échafaudage, etc.).

Toutes les dispositions nécessaires à l'élaboration des travaux en fonction de l'état du site seront incluses dans l'offre de l'entreprise. Toutes demandes de prestations complémentaires liées à des adaptations d'interventions (sauf travaux complémentaires demandés par le Maître d'Ouvrage) seront systématiquement refusées.

5 > MESURES - QUANTITATIF

Les quantités renseignées au bordereau DPGF et les dimensions indiquées aux CCTP sont toujours données exclusivement à titre indicatif et indiquées « ouvrage en place ».

L'entrepreneur, avant remise de son offre, devra effectuer les vérifications nécessaires des quantités et prises de cotes afin de les inclure dans la remise de son offre.

Les pertes éventuelles nécessaires ou les ouvrages annexes indispensables à la réalisation des travaux seront pris en compte dans l'offre générale de l'entreprise.

Il devra vérifier les dimensions existantes sur site et prendre connaissance des plans fournis au présent dossier de consultation.

Les prix forfaitaires et quantités indiqués par le présent lot seront toujours donnés « ouvrages mis en œuvre sur site » incluant toutes les préparations, ouvrages complémentaires ou annexes, nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'ouvrage. Toutes les prestations annexes indispensables à la réalisation des travaux sont implicitement inscrites dans l'offre de l'entreprise.

Le titulaire du présent lot ne pourra à aucun moment, exiger tout supplément de prix sur des ouvrages annexes indissociables de la prestation à réaliser ou sur une mauvaise appréciation du site (accessibilité, dimensions des ouvrages existants, etc.)

Sont inclus dans son offre de prix, les frais d'adaptation des prestations du présent lot aux ouvrages existants.

6 > ETUDES ET PLANS D'EXECUTION


Études techniques - Notes de calcul – Plans – Fiches techniques

Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que l'établissement des plans d'atelier et des plans de montage sur chantier.

Les plans d'exécution prendront en compte les existants et devront s'y adapter.

Les plans et les dessins devront faire apparaître tous les détails d'exécution d'assemblages, de fixations, etc., et ils seront cotés, établis à une échelle en rapport aux dimensions des ouvrages. Les plans et détails correspondront à chaque cas de figure des présents travaux à réaliser. **Toutes les coupes et détails type provenant des documentations fabricant seront systématiquement refusés par la Maîtrise d'œuvre.**

Tous les plans, dessins, notes de calcul seront remis à l'architecte en temps voulu en fonction du planning d'exécution. Tous les plans seront cotés dans les 3 dimensions. La référence de cotation pour les ouvrages seront toujours réalisés à partir des files d'axes de l'ossature de la structure.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 13 sur 18

L'entreprise devra obligatoirement fournir des plans et détails réalisés par l'intermédiaire d'un logiciel de Dessin Assisté par Ordinateur par Autocad (ou tout logiciel pouvant être converti en fichier Autocad) L'entreprise ne disposant pas de logiciel devra obligatoirement recourir à un bureau d'études équipés dont les frais seront systématiquement compris dans l'offre de prix générale.

Les études techniques de l'entrepreneur comprendront toutes les fiches techniques et avis techniques concernant ses ouvrages pour validation par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant sous **20 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle. Un exemplaire papier sera transmis à la Maîtrise d'Ouvrage.

Transmission d'informations aux autres corps d'état

L'entrepreneur devra fournir aux autres corps d'état tous les renseignements qui leur seront nécessaires pour l'établissement de leurs études techniques. A compter de la date de demande du corps d'état concerné, l'entrepreneur devra transmettre **sous 10 jours calendaires** les informations nécessaires avec copie de l'envoi au Maître d'œuvre, et bureau de contrôle.

Plans de réservation

L'entrepreneur titulaire d'un lot devra donc, avec le concours du ou des entrepreneurs concernés, mettre au point et établir les plans de réservation.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant **sous 20 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle.

Il est bien spécifié que dans le cas où tous oublis par un entrepreneur d'un lot de certaines réservations renseignés par les lots concernés, les travaux complémentaires nécessaires seront entièrement à la charge du dit lot, sans supplément de prix.

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

L'entrepreneur aura 10 jours ouvrables à compter de son ordre de service pour rédiger, produire et transmettre 1 exemplaire papier de son PPSPS au coordonnateur de Sécurité désigné.


L'entrepreneur est tenu d'avoir réalisé sa visite d'inspection commune dans le délai de **20 jours ouvrables** à compter de son ordre de service avec le coordonnateur sécurité.

7 > SPECIFICATIONS GENERALES

Les travaux devront comprendre toutes les fournitures et la mise en œuvre ainsi que toutes prestations accessoires nécessaires pour assurer la livraison des ouvrages en complet et parfait état de finition.

Dans tous les cas, les ouvrages devront respecter les indications figurées aux plans du Maître d'Œuvre en ce qui concerne le principe de menuiseries, le nombre, la disposition et les systèmes des ouvrants, etc.

Avant l'exécution des ouvrages, l'entrepreneur du lot devra relever exactement les mesures de vide en tableau de toutes les baies devant recevoir des menuiseries. Il signalera, le cas échéant, au Maître d'œuvre, toutes différences importantes qu'il aurait constatées.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 14 sur 18

8 > PROVENANCE – QUALITE ET PREPARATION DES TRAVAUX

Matériels et matériaux

Les matériaux, matériels et fournitures diverses utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que les caractéristiques ou usines de production proposées par l'entrepreneur devront être soumis au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour acceptation avant emploi.

Dans tous les cas, les matériaux et matériels seront certifiés NF/CE.

Les équipements soumis à un degré coupe-feu ou une réaction au feu spécifique seront obligatoirement titulaires d'un procès-verbal d'essais conforme et à jour.

Les matériaux isolants seront certifiés ACERMI, vitrages CEKAL, etc.

Echantillons

Chaque entrepreneur devra présenter des échantillons ou prototypes de leurs ouvrages au Maître d'Ouvrage et Architecte pour validation. Les nombres et types d'échantillons sont détaillés dans chaque CCTP respectif.

Contrôles

Tous les ouvrages devront être conformes aux normes et échantillons remis.

Garantie fabricant

Tous les ouvrages et produits employés seront obligatoirement soumis à une Garantie Constructeur avec un minimum de 1 an. L'entrepreneur sera tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Il présentera les certificats du fabricant attestant la garantie.

Les ouvrages et procédés réalisés seront conformes et en accord avec les réglementations qui leurs sont applicables tels que les DTU, normes NF/CE, etc.

9 > EXECUTION DES TRAVAUX – LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Connaissance des lots

L'entrepreneur doit avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyser et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestations.


Maintien des ouvrages

La proposition de l'entreprise s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux et ce jusqu'à la réception des travaux, ainsi que la protection des ouvrages contre les chocs, salissures et intervention des autres corps d'état.

L'entreprise devra prévoir, dans sa proposition, tout complément qu'elle jugerait indispensable à la bonne réalisation de ses prestations.

Exécution

Lors de l'application, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de solliciter, s'il le juge nécessaire, les conseils bénévoles du fabricant dont les produits auront été retenus.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 16 sur 18

Toute absence sera informée au minimum 2 jours avant la réunion de chantier (en dehors des week-end et jours fériés en cas de réunion le lundi).

11 > RECEPTION DE CHANTIER

Le responsable du suivi des travaux de chaque entreprise sera obligatoirement présent à la réception de chantier. En cas d'absence, il ne pourra contester les réserves qui lui auront été notifiées.

Le responsable du suivi des travaux sera obligatoirement présent à la réunion de levées des réserves.

12 > PLANNING PREVISIONNEL ET D'EXECUTION

Chaque entreprise a pris connaissance des délais impartis à leurs lots dans le planning prévisionnel joint au présent DCE dont le délai global ne sera pas extensible.

Les délais indiqués sont à respecter sans extension de délais. L'entrepreneur sera réputé compris dans son offre de prix tous les moyens humains et matériels nécessaires au respect des délais exigés.

Lors de la consultation, l'entrepreneur devra indiquer dans son mémoire technique, les contraintes de délais incohérentes ou inadaptées, et proposer une solution permettant de respecter le délai global de l'opération. A défaut d'indications, l'entrepreneur confirme le respect et maintien des délais du planning prévisionnel.

Un planning d'exécution sera établi par le Maître d'Œuvre lors de la préparation de travaux après réception des plannings des différentes entreprises intervenantes. Ce dernier sera validé et signé par toutes les entreprises avant la fin de la période de préparation des travaux. Chaque entrepreneur sera tenu de transmettre les compléments de délais exigés par le Maître d'œuvre dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de sa demande.

13 > PENALITES

Les pénalités journalières sont soumises au Cahier des Clauses Administratives Particulières, puis à défaut d'informations, au Cahier des Clauses Administratives Générales.

14 > INSTALLATION DE CHANTIER


L'installation générale de chantier sera confiée au Lot n°1 : Démolition – Gros Œuvre.

15 > COMPTE PRORATA

L'entreprise du Lot n°1 : Démolition – Gros Œuvre est adjudicataire du compte-prorata.

Elle rédigera une convention entre les différentes entreprises pendant la période de préparation.

La convention devra être acceptée par tous les corps d'état au bout de 20 jours calendaires à compter de la notification des ordres de services.

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 17 sur 18

Les frais suivants seront portés au compte prorata :

- Les frais de consommation en eau froide, électricité,
- Les frais d'entretien hebdomadaire de la base vie (société de nettoyage),
- Les frais de mise en place et d'enlèvement régulier des bennes à gravats et tri sélectif,
- Les frais de gestion du compte prorata (calcul et présentation des répartitions financières, réalisation des réunions inter-entreprises, rédaction et diffusions des comptes-rendus, etc.),
- Les frais de nettoyage du chantier chaque fin de semaine par le titulaire du compte prorata.

16 > NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque titulaire des lots devra le nettoyage quotidien du chantier après chacune de ses interventions et avant le passage du corps d'état suivant ainsi que l'évacuation des gravats à la décharge publique.

Le chantier sera tenu dans un état de propreté constant pour la durée du chantier.

L'entrepreneur fournira à ses équipes tout le nécessaire pour satisfaire cette prestation : balais, aspirateurs, sacs, bennes, serpillières, produits d'entretien, etc.

Avant chaque prise des lieux pour intervention, le corps d'état intervenant signalera à la maîtrise d'œuvre tout manquement à la bonne tenue du chantier nécessitant un nettoyage avant travaux. Dans ce cas, le nettoyage immédiat incombera l'entreprise ayant précédée le corps d'état. Dans le cas contraire, le présent corps d'état acceptera l'état des lieux pour intervention et tout nettoyage lui incombera exclusivement.

Les jours de retard calendaires dus à des manquements au nettoyage du chantier seront appliqués au(x) corps d'état concerné(s), application de pénalités prévues au CCAP.

Dans le cas de constat de manquement au nettoyage du chantier constaté par le Maître d'œuvre sans avoir été alerté préalablement, le nettoyage des lieux sera réalisé par une entreprise qualifiée désignée par le Maître d'Ouvrage dont les frais seront imputés de manière égale au(x) corps d'état concerné(s).


17 > DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le titulaire du présent lot fournira au moins **2 semaines avant le jour de la réception des travaux**, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) en 3 exemplaires papier reliés et mise en page de façon présentable + 1 clé USB :

- ⇒ 1 exemplaire papier pour le Maître d'Ouvrage + 1 Clé USB.
- ⇒ 1 exemplaire dématérialisé pour le Maître d'Œuvre Architecte pour établissement du procès-verbal de réception sans réserve.
- ⇒ 1 exemplaire dématérialisé pour le Bureau d'Etudes de la Maîtrise d'œuvre.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le CSPS pour établissement de son dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le Bureau de Contrôle pour établissement de son rapport final de contrôle technique

Le DOE comprendra :

- ⇒ Les plans, détails, coupes, notes de calculs à jour de l'opération,
- ⇒ Les fiches techniques avec Procès-Verbaux et Avis techniques divers des matériaux,

70625	DCE	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES – LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
29/02/2024	C	Densification du bâtiment G au CEREMA	Page 18 sur 18

- ⇒ Les notices techniques des entretiens nécessaires des matériaux par le Maître d’Ouvrage dans le cadre de la pérennité du produit.
- ⇒ Le constat d’évacuation des déchets

18 > GARANTIE

☒ Garantie 1 an - garantie de parfait achèvement :

L’entrepreneur du présent lot devra pendant cette année répondre à tout appel du Maître d’ouvrage signalant toute anomalie de fonctionnement ou de défaut de construction.

☒ Garantie 2 ans - garantie des biens d’équipement :

L’entrepreneur du présent lot devra prendre en charge la deuxième année tous les équipements qui seraient défectueux ou qui ne fonctionneraient pas.

☒ Garantie 10 ans - garantie décennale :

L’entrepreneur du présent lot devra prendre à sa charge pendant dix ans tous défauts relevant d’une garantie décennale dans la limite des prestations.

L’entrepreneur du présent lot devra répondre rapidement aux différents appels du Maître d’ouvrage ou du Maître d’Œuvre, et sans délai.

Ces garanties prennent effet à la date de réception des procès-verbaux signés de toutes les parties.

19 > QUALIFICATIONS ET CERTIFICATIONS

Les entreprises intervenantes devront disposer de l’ensemble des qualifications et certifications pour réaliser les travaux dont ils ont la charge. A titre indicatif :

- Agrément sous-section IV : Travail en présence d’amiante.
- Gros Œuvre – Démolition – Carrelage : 2112 – 1112 - 6312.
- Menuiseries Intérieures – Cloisons – Faux Plafonds : 4312 - 4132 – 6612.
 - Plomberie : 5111.
- Chauffage Ventilation :
 - 5311 Installation ventilation.
 - 5253 Installation de réseaux haute pression ou haute température.
- Electricité : QUALIFELEC E2C3.
- Peinture – Sols souples : 6111 – 6222 – 6223.

Liste non exhaustive.